



Nicaragua : Non à la complicité de l'Union européenne avec la dictature Ortega-Murillo

Sept ans après la terrible répression contre le mouvement étudiant et paysan d'avril 2018 et alors que la dictature du couple Ortega-Murillo ne fait que se renforcer, nous apprenons avec consternation que la délégation de l'Union européenne à Managua a coorganisé avec le régime les journées « *Movete por la vida* » censées « promouvoir le sport pour le développement et la paix », « en commémoration de la Journée mondiale des droits humains ».

https://www.eeas.europa.eu/delegations/nicaragua/iniciativa-“movete-por-la-vida”-promueve-el-deporte-para-el-desarrollo-y-la-paz_es?s=189

Faut-il rappeler que la répression du mouvement d'avril 2018 a causé plus de 355 morts, que des centaines de militant•es, paysan•es, intellectuel•es, responsables associatif•ves, syndicaux•ales, politiques ont été emprisonné•es et souvent torturé•es pendant des mois et qu'il reste à ce jour 52 prisonnier.es politiques ; que 317 personnes ont été déchu.e.s de leur nationalité, expulsé.e.s ou contraintes à l'exil et se sont vu confisquer tous leurs biens et droits ; que tous les espaces de la société civile ont progressivement été fermés (presse, associations, syndicats, universités, centres religieux) ; que des milliers de Nicaraguayen.nes ont fui le pays pour échapper à la répression ? Faut-il rappeler enfin, que le Parlement issu d'élections frauduleuses et entièrement dévoué au couple présidentiel vient d'approuver une réforme de la Constitution prévoyant que l'ensemble des pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire, électoral) passe sous le contrôle du couple présidentiel et que le régime a récemment officialisé la création de milices paramilitaires de plusieurs milliers de membres patrouillant armés et cagoulés qui sèment la terreur dans tout le pays ?

L'association de la délégation de l'Union européenne au Nicaragua à une telle initiative de propagande du régime est d'autant plus incompréhensible que le Parlement européen a adopté de nombreuses résolutions condamnant la répression, les détentions arbitraires ainsi que les atteintes à la liberté d'expression et aux droits humains au Nicaragua. Cette position, récemment réitérée le 13 février 2025 (<https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20250206IPR26753/violations-des-droits-humains-en-turquie-au-nicaragua-et-au-nigeria>), fait écho à un rapport accablant, rendu public début avril 2025, lors de la 58^e session du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies, dans lequel le Groupe d'experts sur les droits humains au Nicaragua (GHREN pour son sigle en anglais) désigne nommément des dizaines de fonctionnaires et sympathisant•es du régime ayant participé activement à la répression et aux crimes perpétrés à partir d'avril 2018 ; nombre d'entre eux, faisant par ailleurs l'objet de sanctions de la part de l'Union européenne et des autorités étatsuniennes.

Nous appelons les instances politiques européennes et françaises à agir pour mettre fin à cette inacceptable complicité.

Le 16 avril 2025,

Le Collectif de Solidarité avec le Peuple du Nicaragua (CSPN)

Le Comité Nicaragua Occitanie (CNO)

France Amérique Latine (FAL)